

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative - Bât C - 2ème étage  
Boulevard George SAND  
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 02/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MAIRIE**

10 place de l'Hôtel de Ville  
36110 Levroux

Références : -

Code AIOT : 0010008438

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/06/2024 dans l'établissement MAIRIE implanté Bel Air 36110 Levroux. L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Notification d'une procédure

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MAIRIE
- Bel Air 36110 Levroux
- Code AIOT : 0010008438
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Arrêté préfectoral n° 2013347-0002 du 13 décembre 2013 autorisant la commune de Levroux à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de Levroux, pour une durée de 25 ans. Au titre des installations classées, le site est soumis à autorisation pour la rubrique 2510 "exploitation de carrières" avec une capacité maximale de 1700 tonnes par an. La carrière de calcaire est implantée au lieu-dit "Bel-Air" sur le territoire de la commune de Levroux et dont le propriétaire est la commune de Levroux. Le gisement extrait par la commune est utilisé pour la réfection des chemins communaux et la stabilisation des plates-formes. Aucun traitement des matériaux n'est effectué sur le site.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 2.4.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
2	Fréquences et modalités d'auto surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 9.2.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 9.4.1	Sans objet
4	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 1.7.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Remblayage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 2.4.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre et plan de remblaiement
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...]L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté : la date de réception, la date de délivrance au producteur de l'accusé de réception des déchets, et la date de leur stockage ; l'origine des déchets ; les moyens de transport utilisés ; le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à

<p>l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; la masse des déchets, mesurée à l'entrée de l'installation ou, à défaut, estimée à partir du volume du chargement en retenant une masse volumique de 1,6 tonne par mètre cube de déchets ; le résultat du contrôle visuel et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ; le cas échéant, le motif de refus d'admission.</p> <p>L'exploitant tient à jour un plan de remblayage. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre (maillage de 20 mètres sur 20 mètres maximum). [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant ne peut pas présenter son registre d'admission ni son plan de remblayage à l'inspection des installations classées (IIC). L'exploitant justifie l'arrêt de l'activité de la carrière en 2019 par courrier en date du 21/05/2024 à destination du bureau de l'environnement de la préfecture de l'Indre, il a fait part du lancement de la procédure de cessation d'activité du site. Dans le cadre de la procédure de cessation d'activité, l'Inspection confirme à l'exploitant qu'il lui sera demandé 3 attestations comprenant notamment ces informations. <b>Constat: L'exploitant ne dispose pas de registre d'admission des déchets ni de plan de remblayage.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

## N° 2 : Fréquences et modalités d'auto surveillance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 9.2.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Fréquences et modalités d'auto surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le niveau piézométrique est relevé au moins deux fois par an en périodes de basses eaux et de hautes eaux. Les niveaux relevés sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement. L'inspection de l'environnement pourra demander que des contrôles de la qualité des eaux souterraines soient réalisés aux frais de l'exploitant. ces demandes préciseront la nature des paramètres à contrôler ainsi que les méthodes de référence. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Les résultats de ces contrôles seront archivés par l'exploitant pendant toute la durée de l'exploitation.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé les mesures de niveau piézométrique qui doivent être effectués au moins deux fois par an en périodes de basses eaux et de hautes eaux.</p> <p>Dans le cadre de l'instruction de la procédure de cessation d'activité du site transmise par courrier en date du 21/05/2024 au bureau de l'environnement de la préfecture de l'Indre, l'Inspection confirme à l'exploitant que ces mesures devront être réalisées.</p> <p><b>Constat : L'exploitant n'est pas en mesure de nous présenter les relevés piézométriques semestriels.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

### N° 3 : Suivi annuel d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 9.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi annuel d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adapté à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,</li> <li>les bords de la fouille,</li> <li>les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,</li> <li>l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,</li> <li>le piézomètre et les fossés limitrophes de la carrière,</li> <li>les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,</li> <li>le positionnement des fronts,</li> </ul> <p>Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les volumes de remblais amenés, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un exemplaire de ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier en date du 21/05/2024, la collectivité de Levroux, exploitante du site, a notifié au bureau de l'environnement de la préfecture de l'Indre, le lancement de la procédure de cessation d'activité de la carrière de calcaire.</p> <p>Dans ce cadre de procédure de cessation d'activité et sans exploitation de la carrière depuis 2019, l'Inspection peut lever ce constat.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Cessation d'activité**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/12/2013, article 1.7.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative, cessation d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci.</p> <p>La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis, par courrier en date du 21/05/2024 sa demande d'ouverture d'une procédure de cessation d'activité concernant l'exploitation d'une carrière de calcaire, au bureau de l'environnement de la préfecture de l'Indre.</p> <p>La préfecture a réceptionné cette demande le 24/05/2024, l'écart est soldé.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>